



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 20 juin 2023

Le manque de cohérence en matière de mesure du rendement, d'évaluation des programmes et de production de rapports publics peut nuire au processus décisionnel du gouvernement, estime la vérificatrice générale

(Toronto) Le gouvernement de l'Ontario doit améliorer substantiellement la façon dont il mesure son propre rendement, dont il évalue ses programmes, et dont il communique cette information à la fois à l'interne et au public, déclare la vérificatrice générale de l'Ontario, Bonnie Lysyk, dans un rapport déposé aujourd'hui à l'Assemblée législative. Une évaluation efficace du rendement et des progrès réalisés au fil du temps en vue de l'atteinte des résultats stratégiques visés constitue un facteur crucial pour permettre aux décideurs gouvernementaux de faire une utilisation optimale de l'argent des contribuables, dans l'intérêt des Ontariens.

« Le fait de procéder régulièrement à la mesure du rendement et à l'évaluation des programmes peut permettre au gouvernement de mieux déterminer si les projets donnent les résultats escomptés ou si des mesures correctives doivent être prises sans tarder », mentionne M^{me} Lysyk dans son rapport intitulé *Ce qui peut être mesuré peut être géré : Mesure du rendement, évaluation des programmes et rapports annuels des ministères*. « La publication de rapports sur le rendement en temps opportun est en outre un aspect important qui concourt à la reddition de comptes du gouvernement à l'Assemblée législative et à la population de l'Ontario. »

L'examen visait à déterminer si la province mesurait et évaluait le rendement et en rendait compte de façon efficace et efficiente dans une perspective panministérielle. La vérificatrice générale a notamment constaté que le Secrétariat ne s'acquittait pas pleinement de son rôle consistant à exercer un leadership et à fournir des conseils pour étayer la prise de décisions fondées sur des données probantes, ce qui est attribuable à un manque de surveillance et d'évaluation critique des indicateurs de rendement clés (IRC) utilisés et des évaluations des programmes. Pour leur part, les ministères ne se fondaient pas toujours sur des IRC complets et cohérents – ou sur les IRC les plus utiles – pour prendre des décisions au sujet des programmes et des services.

L'examen a aussi révélé que les plans et les rapports annuels publiés par les ministères omettaient des renseignements importants dont le public et d'autres parties prenantes avaient besoin pour bien comprendre le rendement des ministères.

« Non seulement les grandes sociétés cotées en bourse doivent elles rendre compte de leur situation financière, mais elles doivent aussi faire rapport chaque trimestre sur ce qu'elles ont accompli, en utilisant des paramètres de mesure du rendement opérationnel bien précis », a souligné M^{me} Lysyk. « Il faut donc se poser la question suivante : pourquoi le gouvernement ne devrait-il pas faire de même concernant les programmes qu'il exécute, étant donné que les contribuables sont essentiellement les actionnaires de l'État? »

« On ne saurait trop insister sur l'importance entourant la mesure du rendement, l'évaluation des programmes et les rapports publics sur les résultats de ces activités, qui ne doivent surtout pas être perçus comme une simple formalité administrative », a ajouté M^{me} Lysyk. « Au fil du temps, la population de l'Ontario tirera un plus grand parti des services publics – dont elle assume le coût – si le rendement du gouvernement et les progrès en vue de l'atteinte des résultats escomptés sont évalués efficacement et font l'objet de rapports publics. »

-30-

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(647) 267-9263

Le rapport est accessible à l'adresse www.auditor.on.ca

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.